

**Extrait des Cahiers de l'action n°26 édités par l'Injep
(pages 77 à 82), rubrique « Pistes »**

AUX COTES DES PARENTS, POUR LA REUSSITE SCOLAIRE DE TOUS

**Christophe Paris
directeur de l'Afev**

La question scolaire en général et celle de la réussite scolaire en particulier sont devenues des préoccupations centrales pour toutes familles, de tous milieux et de toutes conditions.

A l'afev, nous intervenons depuis 20 ans dans les quartiers populaires, auprès des enfants en difficulté scolaire. Comme nous avons souhaité le montrer dans cet ouvrage, nous intervenons essentiellement au domicile de ces enfants et nous mesurons, au contact quotidien des familles, dans les échanges que nous avons avec elles, l'espérance qu'elles ont en la réussite scolaire. Cette réalité de terrain s'avère bien éloignée de la vision simpliste consistant à penser que les familles sont démissionnaires et qu'elles ne se préoccupent pas de la scolarité de leur enfant, car elles ne participent pas toujours aux réunions parents-professeurs ou qu'elles ne soutiennent pas assez scolairement leurs enfants. La réalité est bien sûr beaucoup plus complexe, comme ce livre le montre également.

Il est vrai que, notre économie exigeant des qualifications de plus en plus pointues, la réussite scolaire, validée par l'obtention d'un diplôme, est une clé importante d'une insertion et d'une évolution professionnelles positive.

Parallèlement, chacun mesure bien que le seul diplôme n'est plus suffisant pour garantir un avenir professionnel. L'ouverture culturelle, l'imagination et la créativité, la mobilité, la maîtrise de l'information et des outils de communication, la constitution d'un réseau social, sont devenues autant de qualités indispensables à l'individu dans son parcours professionnel, mais aussi dans sa vie sociale et citoyenne.

Les parents tendent dès lors à se placer dans une double stratégie visant à faire réussir scolairement leurs enfants, mais aussi à les doter d'un capital social et culturel le plus élevé possible.

Mais si toutes les familles sont préoccupées par ces questions, de façon intuitive, ou en pleine conscience des enjeux, les stratégies de réussite sont elles bien liées au niveau social et à la compréhension de l'institution scolaire, de ses attentes et de ses modes de fonctionnement.

Ainsi, la qualité supposée de telle ou telle école, les conditions de réussite scolaire offertes par telle ou telle municipalité sont devenues des facteurs déterminants dans le choix d'une résidence ou d'un logement.

Avec la montée en puissance de ces stratégies individuelles, nous assistons à un écart toujours plus important des inégalités, que l'Education nationale seule n'arrive plus à compenser. Rappelons encore qu'un enfant de cadre a huit fois moins de risque d'être en échec qu'un

enfant « d'inactif ».

Dès lors, les associations et des structures qui interviennent en faveur de la réduction des inégalités en matière éducative, doivent repenser leur action pour intégrer la question du lien famille-école.

Ainsi à l'afev nous avons progressivement opéré une évolution majeure de notre posture vis-à-vis des familles. Au début, nous nous réfléchissions comme une association avant tout complémentaire de l'école, pour laquelle la question posée était la façon dont nous informions les familles de notre action et gardions un lien avec elles.

Au fil des ans, nous avons progressivement, en déplaçant le lieu d'accompagnement de l'école au domicile de l'enfant, changer de posture vis-à-vis des familles des enfants suivis en les plaçant non plus à côté de l'action mais comme acteurs centraux du processus d'accompagnement. Le renforcement du lien famille-école devenant pour l'étudiant bénévole un objectif, et les familles un élément inhérent, constitutif même, de leur démarche d'accompagnement.

Mais l'afev est loin d'être la seule à avoir opéré ce changement de paradigme ou à avoir défendu cette posture. Dans cet ouvrage, nous avons vraiment été interpellés, au-delà des actions portées, par la différence d'approche et de fonctionnement. Chacune d'elles concourt, à son niveau, à la même finalité : légitimer le rôle et la place des familles dans l'accompagnement à la scolarité de leur enfant et favoriser la compréhension de leur rôle et des attentes de l'école. Substituer une politique de mise en accusation des familles à une politique de mise en « capacité », c'est se mettre aux côtés des parents pour œuvrer ensemble à la réussite scolaire de chacun.

Aujourd'hui, face à un creusement des inégalités, nous avons l'exigence d'aller plus loin dans cette direction. Forts des actions que nous avons développées, évaluées, et dont nous avons démontré la pertinence et l'efficacité, nous devons convaincre les collectivités locales et les villes en particulier, de faire de l'aide à la parentalité l'un des axes structurants de leur politique éducative locale.

9 RECOMMANDATIONS / PROPOSITIONS POUR L'ACTION

Eric Nédélec
ANLCI

Dans la recherche de solutions pour lutter contre les tensions et leurs conséquences, mais aussi pour les anticiper et faire en sorte qu'elles ne se produisent pas, ou tout au moins qu'elles ne produisent pas des effets dévastateurs pour les personnes, je retiens et je propose quelques principes, précautions, recommandations que nous pourrions le cas échéant nous appliquer à nous-mêmes.

Principe n°1

Ne pas s'enfermer dans des discours ou des démarches qui peuvent contribuer à culpabiliser plutôt qu'à responsabiliser. Les coupables possibles étant aussi nombreux que les acteurs qui les « désignent » respectivement : les parents, les enfants, l'école, les autres...

Attention aux injonctions qui partant de bonnes intentions peuvent accentuer les tensions voire les transformer en crispation.

Principe n°2

Eviter les raccourcis, les *a priori* faciles et facilitant tels que les liens entre « échec scolaire et pauvreté », « illettrisme et banlieue ».

Principe n° 3

Ne pas parler au nom des personnes que l'on désigne sans d'une part les avoir déjà rencontrées ou et être certains que ce que l'on peut dire sur elles, correspond à ce qu'elles diraient aussi pour elles-mêmes. Se donner les moyens de les associer sans tomber dans la démagogie ou la manipulation.

Principe n°4

Adopter *a priori* le principe de confiance, qui peut se construire autour de l'exigence et du respect.

Principe n°5

Privilégier l'agir, le faire, et s'appuyer sur l'expérience pour « réfléchir » et être capable ensuite de porter sur sa propre pratique un regard éclairé et éclairant.

Principe n° 6

Ne pas tomber dans le piège des modélisations uniformisantes et s'appuyer sur la diversité des actions qui correspondent à la diversité des contextes.

Principe n°7

Poser et se poser les bonnes questions. Se les poser à soi-même pour s'interroger sur ses propres postures. Ne pas produire individuellement ou collectivement de discours qu'on ne s'applique à soi-même.

Principe n°8

Chercher et s'appuyer sur les interconnexions entre les espaces où les personnes vivent et se rencontrent.

Principe n°9

Ne pas tomber dans le piège de la surinformation ou de la surprotection et toujours penser qu'il est nécessaire de conserver des espaces et du temps pour soi.

Principe n°10

Ne pas sous estimer le poids des mots qui sont choisis et utiliser pour « en » parler, la stigmatisation source de tension commence souvent par tout ce qui est véhiculé par le vocabulaire qu'on utilise.

Pour conclure, et parce qu'il me semble que pour mettre en œuvre ces principes il y a besoin d'une méthode de travail, je vous propose notre méthode dont on peut dire qu'elle est éprouvée :

1. savoir de quoi on parle ;
2. savoir de qui on parle ;
3. savoir comment on peut agir.

Et pour cela, observer ce qui se fait, en tirer les leçons simples au bénéfice de ceux vers qui les actions ne vont jamais parce qu'on ne les voit pas ou qu'on n'y pense, en se disant qu'il y a de la place pour tout le monde à la condition que chacun puisse prendre sa place et la tenir.

AUTOUR DE QUELQUES MOTS CLÉS

Claire Jodry
Directrice de la Fnepe

Le 3ème jour

« Le 3ème jour » est d'une certaine façon celui qui a manqué dans notre colloque et qui nous aurait permis de retravailler l'ensemble de ce que nous avons entendu, de nous questionner les uns les autres, de mieux nous connaître et d'enrichir encore plus notre réflexion. Deux constats : le défi d'organiser ce colloque à partir de trois réseaux associatifs, aux cultures très différentes, en était réellement un ; et la connaissance mutuelle est apparue comme essentielle pour nouer des partenariats de qualité. Même si les actions menées par nos associations sont dans un esprit proche, des incompréhensions ont surgi. Par exemple, lors de la conclusion, la représentante des Cemea nous a dit à propos des Cafés des Parents dans l'école, animés par les Ecoles des Parents et des Educateurs dans l'objectif de tisser des liens entre parents et entre parents et enseignants autour de l'éducation et de mieux familiariser les parents avec l'école : « mais tous ces cafés à l'école, on a du mal à y croire ; il faudrait plutôt que les parents prennent le maquis » ! Si nous étions restés ici un troisième jour pour nous interpeller, nous aurions pu répondre qu'en Afrique de l'Ouest, dans certains pays de l'ancienne zone francophone, le maquis est un café ». Quand dans une ville, les habitants disent : « il y a 120 maquis, il s'agit de 120 cafés ».

Perspectives

Ce jour qui nous a manqué nous donne des responsabilités supplémentaires. Au niveau des organisateurs nationaux, nous aurons à retravailler ensemble le contenu et à formuler des propositions. Au niveau local, les participants à ce colloque perçoivent déjà ce qu'ils peuvent faire ensemble et les synergies à créer. L'Afev nous a parlé par exemple des limites de l'intervention des étudiants dans la famille. Leur présence est impuissante à aider les parents à se réinterroger sur les heures de coucher tardives, l'absence de petit déjeuner... Cette question pourrait être travaillée avec les Epe, qui de très longue date reçoivent des parents, animent des groupes de paroles dans lesquels se débattent ses questions, forment des travailleurs sociaux, et ont par conséquent une expertise importante à mettre au service d'autres réseaux et des familles en lien avec ces réseaux. Nous rejoignons en cela l'ANLCI qui a parlé durant ces deux jours d'outillage des réseaux en précisant qu'il pourrait s'agir d'un outillage collectif de nos réseaux.

Dedans/dehors

Les intervenants de ce colloque ont reconnu majoritairement la place des familles et leur rôle de premier éducateur et appliquent une même éthique : travailler avec les familles sans paternalisme et sans les montrer du doigt. Mais le rôle plus ou moins important des familles dans l'éducation des enfants a fait débat. Pour nous, il semble évident que l'enfant se construit par une dialectique entre le dedans et le dehors, qu'il a besoin de tiers, de se construire avec, mais aussi sans ses parents, dans des espaces à lui. Les modalités d'éducation et de socialisation sont plurielles. Il n'y a nul besoin de créer des oppositions factices.

Cohérence

Des actions et des expériences nous ont été présentées par des acteurs engagés dans des Epe, et il n'est jamais évident d'analyser soi-même ses propres pratiques, d'accepter de parler des difficultés et de sa position de professionnel devant un public. Ceci est particulièrement vrai pour les Epe, dont pas une action ne se ressemble, nécessitant en permanence de l'adaptation aux personnes, aux situations et de l'inventivité. L'enjeu est de sécuriser l'enfant et de l'aider à grandir dans un climat plus apaisé, de permettre aux parents de reprendre confiance en eux pour aider leurs enfants, tout en renforçant leur place dans la société, de rapprocher les familles et l'école dans un échange au bénéfice de l'enfant.

Le point commun de l'ensemble des initiatives présentées par les trois réseaux se situe dans la même finalité de permettre des interventions plus cohérentes autour de l'enfant de la part des éducateurs dans leur ensemble grâce à un dialogue le plus fructueux possible, en référence à la co-éducation, et de contribuer à l'éducation de l'enfant au sens large, à son ouverture (comme l'a souligné l'Afev), à son envie d'apprendre et à son bien-être.

Interactions

Ce travail de terrain n'est possible au quotidien que grâce à plusieurs niveaux d'interactions : entre salariés/bénévoles/public cible ; entre porteurs de projets et partenaires locaux (avec parfois une part de hasard dans le déclenchement d'une action). Au fil de la progression des actions, les personnes bénéficiaires se transforment et agissent sur le déroulement de l'action. Toutes les actions présentées ont eu ce point en commun. L'intervention et les relations entre les différents niveaux territoriaux, les pouvoirs publics (Europe, Etat, collectivités territoriales) et les associations jouent également un rôle important pour trouver ensemble des réponses à apporter dans un contexte de crise et d'augmentation de la pauvreté.

QUELS ENSEIGNEMENTS TIRER ?

Jean-Claude Richez

Responsable de l'Unité de la Recherche, des Etudes et de la Formation

Injep

Que pouvons-nous retenir des différentes contributions, des expériences présentées par les trois réseaux Afev, ANLCI et Fnepe et des échanges lors du séminaire ?

Je retiendrais d'abord l'esquisse d'un travail de mixage à partir de trois points de départ différents : l'élève hors de l'école, mais afin d'aider à résoudre ses difficultés scolaires, pour l'Afev ; l'illettrisme, malgré l'école, pour l'ANLCI ; la famille dans son rapport à l'école pour la FNEPE.

A partir de ces trois positions, chacun a développé un certain nombre de questions qui ont conduit :

- l'Afev à interroger le référent scolaire comme référent éducatif et à aller vers les familles non comme entités abstraites mais dans leurs réalités singulières ;
- l'ANLCI à poser la nécessité de prendre en compte dans la lutte contre l'illettrisme la reconnaissance et la prise en compte des compétences non scolaires des familles ;
- la Fnepe à interroger la place de la famille à l'école et les modalités de la relation parents / enseignants.

A travers ces différents cheminements, apparaissent un certain nombre de convergences :

- En règle générale et contrairement à une idée fortement répandue, il n'y a pas de familles démissionnaires, notamment dans leurs rapports à l'école ; et si il y a quelque chose de complexe dans le rapport des familles à l'école, c'est plutôt de l'ordre d'une trop grande attente des familles, d'une timidité par rapport à l'école, d'une crainte du jugement de l'école et de l'obsession du classement scolaire ;

- L'importance de sortir des logiques de formation ou de médiation pour mettre au centre les pratiques de passeur, d'accompagnateur. S'il y a une figure qui s'est imposée au fil des débats, c'est bien celle là : l'Afev accompagne des enfants, la Fnepe accompagne des familles, l'ANLCI accompagne des personnes en situation d'illettrisme ;

- L'opposition entre approche collective qui serait par nature sociale et approche individuelle qui, par définition, sacrifierait au libéralisme n'a pas de sens. Dans nos sociétés, une approche éducative collective passe par la pensée du multiple et la prise en compte de chaque individualité. Chaque réseau en a fait la démonstration à travers la présentation de ses expériences et a mis en évidence la nécessité de la prise en compte de la personne..., d'un sujet pris dans une globalité, en termes d'analyse, de diagnostic, mais aussi d'intervention ; on travaille sur différents aspects du contexte, de l'expérience de l'enfant et de sa famille, on adapte l'intervention à la complexité et à la singularité de l'expérience « incarnée » par le sujet ;

- La nécessité de redéfinir le « casting », de reconfigurer les espaces, de redistribuer les temporalités entre le maître et les parents, de faire place à l'animateur, au travailleur social, au formateur comme éducateurs, mais aussi au territoire comme éducatif à travers les nombreuses ressources dont il dispose et qu'il s'agit de mobiliser. Entre le temps de la famille

et le temps de l'école, il faut prendre en compte le temps de l'éducation non formelle, mais aussi du jeu, du rêve, du temps pour rien.

Il y a urgence à requalifier ces moments, ces lieux, ces acteurs dans une véritable logique d'éducation partagée, où chacun est reconnu dans sa spécificité, mais aussi dans ses complémentarités, de réinscrire l'école dans son territoire, de construire tous ensemble de véritables projets d'école, de projets éducatifs territoriaux.